

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Le 23 juillet 1992

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier



- N O T E -
.....

à l'attention de Monsieur le Président de la République
(sous couvert de Monsieur le Secrétaire Général)

HR

O B J E T : RWANDA.

Mon adjoint, le Général HUCHON, a accompagné Monsieur Paul DIJOURD, directeur des affaires africaines et malgaches du Quai d'Orsay, le mercredi 22 juillet lors d'une brève mission au RWANDA.

Le Président HABYARIMANA avait souhaité cette visite rapide, malgré son absence du territoire, en raison du calendrier très contraignant prévu par l'accord de cessez-le-feu d'ARUSHA (TANZANIE) du 12 juillet.

Le but de ce voyage était d'appuyer la mise en oeuvre de ce plan de paix, de vérifier la réalité de la trêve prévue à compter du 19 juillet et de contribuer activement à la phase suivante : cessez-le-feu à compter du 29 juillet et mise en place du groupe d'observateurs militaires neutres (GOMN).

Les autorités gouvernementales rencontrées (Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères, Ministre de la Défense, etc..) ont toutes exprimé fortement la cohésion du gouvernement d'union nationale face à l'agression ougando-FPR venue du nord.

Les propos exprimés, notamment par le Premier Ministre et le Ministre des Affaires Etrangères, tous deux issus de l'opposition au Président HABYARIMANA, reprenaient trois thèmes principaux :

- les remerciements à la FRANCE pour son aide qui permet de résister à l'agression extérieure tout en développant la démocratie à l'intérieur du pays,

- la volonté, très fermement affichée, de poursuivre l'évolution démocratique en cours,

le scepticisme et la méfiance vis-à-vis des intentions réelles du Président Ougandais MUSEVENI.

Sur ce dernier point, il est apparu clairement, en allant le constater sur le terrain, que l'offensive ougando-FPR se poursuit. Depuis le 19 juillet, date acceptée conjointement pour la trêve, les combats continuent et la ligne de front se modifie au détriment des Rwandais. Ce constat simple désigne nettement l'agresseur.

Les forces armées rwandaises sont durement touchées par la puissance de feu adverse. Depuis la première offensive ougandaise d'octobre 1990, les pertes militaires rwandaises atteindraient 5000 morts/disparus et 10000 blessés. Ce chiffre est considérable pour une armée dont les effectifs soldés ne dépassent pas 24000 hommes, derniers recrutements exceptionnels de guerre inclus.

Le nombre de personnes déplacées fuyant la progression du FPR dépasse 500 000 (cinq cent mille), créant une situation extrêmement difficile dans la zone arrière des combats.

En conclusion, les préoccupations immédiates du gouvernement rwandais se résument à rechercher les moyens, nationaux et internationaux, pour sauvegarder leur souveraineté, c'est-à-dire :

- tenir militairement la ligne de front.
- obtenir du Président MUSEVENI l'arrêt de l'offensive en cours.

La mise en place rapide d'observateurs sur la ligne de front devrait permettre de limiter la conquête de nouvelles zones par le FPR. Notre aide réduit sensiblement le déséquilibre des moyens, mais sans toutefois inverser le rapport de forces face à la puissante armée ougandaise.

Une action diplomatique concertée de pays occidentaux et africains est en cours afin de convaincre le Président MUSEVENI de l'importance que nous attachons à la poursuite de l'évolution démocratique pacifique au RWANDA.

Il est cependant à craindre, compte tenu de la psychologie du Président Ougandais, que celui-ci percevant bien la montée de l'hostilité internationale à l'égard de son action, soit tenté par une brusque accélération de l'offensive afin de prendre de vitesse le processus de paix prévu à ARUSHA.

Conformément à vos directives, l'Etat-Major des Armées poursuit son aide logistique afin d'éviter une déstabilisation brutale de l'armée rwandaise.

Quesnot

GENERAL QUESNOT